

propriété rennais de 5 à 10 %. À proximité immédiate de la ville les transactions des Rennais représentent à la fin du siècle 50 % de la valeur totale des échanges. On constate d'ailleurs à cette époque un triple mouvement de concentration : concentration du nombre de propriétaires moins nombreux, concentration dans l'espace dans les paroisses proches de Rennes, concentration sur les grosses exploitations aux dépens des petites terres isolées.

Le livre, bien écrit se lit avec agrément. Enrichi par une abondante analyse statistique, il est accompagné de nombreuses cartes et graphiques, parfois malheureusement peu lisibles¹. On eût pu souhaiter, à côté de cette approche statistique, une approche plus humaine de ces bourgeois rennais. Quelques rares noms apparaissent au fil des pages². Mais la plupart des individus et des familles sont des anonymes qu'on aimerait mieux connaître individuellement. Cela n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage, car nous sommes bien en présence d'un travail d'historien où des analyses multipliées et croisées ont permis d'aboutir à des synthèses nuancées – et plus riches que ce que j'ai pu en dire – tenant compte en conclusion des recherches extérieures à la ville de Rennes.

Jacques CHARPY

Daniel PICHOT, *Le Bas-Maine du x^e au xiii^e siècle : étude d'une société*. La Mayenne : Archéologie, Histoire, Supplément N° 7, Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne, Laval, 1995.

Il faut se féliciter de ce que, grâce à la politique éditoriale dynamique de la Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne, la thèse de doctorat de Daniel Pichot, soutenue en décembre 1992 devant l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, ait été éditée dans des délais restreints et dans une présentation remarquable qui ajoute à l'agrément de la lecture. En effet, à la clarté de l'écriture, l'auteur associe un sens pédagogique qui se manifeste,

¹ Je citerai par exemple le graphique de la page 43 où l'on distingue mal les diverses catégories de bourgeois ou la carte de la page 173 sur laquelle les hausses et les baisses des propriétés nobiliaires ne sont pas différenciées.

² Quelques informations concernant des bouchers p. 54, des orfèvres p. 56, des pauvres p. 290, les habitants de la rue Saint-Germain p. 54, de la rue Saint-Georges p. 56, de Bourges-Comptes p. 186 et 200, de Venefles p. 197, la famille Cohan teinturier p. 55, des exemples de grandes fortunes, Bigot du Chesnay, Biez du Rocher, Joseph et Marguerite Roullin et René Sarzeau p. 123 et 126, la famille Pinot de La Gaudinays p. 48, 125, 343, 354, Sébastien Barbarin père et fils blanconnier et apothicaire p. 233, la famille Herpin agriculteur puis marchand p. 327, les familles anoblies Baillon de Blancpignon, Léon de Tréverret et Béhenec de Bœuvres p. 65, Gardin et Desclos, p. 68 et 125.

notamment, par la centaine de planches, figures, cartes et plans qui étayent sa démarche. À cet égard, l'«essai de synthèse» cartographique (p. 122-123) qui résume les acquis de longues et minutieuses analyses préalables constitue un modèle du genre. Un bref commentaire fait ressortir nettement les étapes caractéristiques de la maîtrise progressive de l'espace «autour de la forêt de Mayenne et du bois de Bourgon» qui constitue un condensé particulièrement documenté de la région étudiée.

Cette savante monographie régionale que, dans sa préface, Robert Fossier situe à juste titre dans la lignée des grandes thèses de l'école historique française, s'assigne comme champ de recherche le Bas-Maine, pays du grand Ouest incontestablement, mais longtemps éclipsé par ses voisins (Normandie de Gérard Louise, Anjou de Jacques Boussard puis d'Olivier Guyot, voire Vendômois de Dominique Barthélémy ou Chatrain d'André Chédeville, sans parler de la Bretagne). La mise en œuvre croisée des documents diplomatiques (plus de trois mille pièces !), des sources narratives pour la plupart extérieures à la région, des données cadastrales et microtoponymiques ainsi que des apports de l'archéologie médiévale (l'ouvrage a été actualisé pour prendre en compte les découvertes intervenues depuis la soutenance : ainsi les vestiges du palais carolingien mis au jour en 1993-1994 au château de Mayenne), tout ce travail patient et attentif permet à l'auteur de retrouver la trame effacée de la vie quotidienne des paysans et des seigneurs, des curés et des bourgeois, quelque peu à l'écart de la chaîne des «grands» événements des X^e-XIII^e siècles.

En dépit d'un bref épisode d'indépendance (fin X^e - début XI^e siècles), le Maine n'est pas parvenu à se constituer en principauté. Le Bas-Maine, en particulier, constitue un espace périphérique par rapport aux centres de pouvoirs (tant celui du roi que ceux des comtes et des évêques du Mans) et les rivalités d'influences entre la Normandie et l'Anjou y laissent aux barons le champ libre pour s'affirmer vigoureusement, du moins jusqu'à l'insertion de la région dans l'«espace Plantagenêt» au milieu du XII^e siècle. À partir du règne de Philippe Auguste (la décennie 1170-1180 représentant une phase de «flexure»), cette «terre de marge» s'intègre progressivement au royaume en retrouvant la fonction de «marche» qu'elle avait déjà rempli à l'époque carolingienne au contact de la Bretagne. Ainsi, moins paradoxalement qu'il n'y pourrait paraître, cette situation de «front pionnier» et de «frontière» fait du Bas-Maine un terrain d'enquête privilégié pour cerner le jeu des relations sociales dans la mise en valeur d'un milieu qui, à l'orée du XI^e siècle, reste encore à conquérir. Cette approche revient à poser la question du pouvoir dans la nouvelle société qui se met en place, entre le XI^e et le XIII^e siècle, et qui (faut-il feindre de s'en étonner ?), pas plus ici qu'ailleurs, ne se conforme au schéma passe-partout de la «société féodale».

Le processus d'occupation et d'appropriation du sol qui s'achève à l'époque médiévale, à partir de bases anciennes fort modestes, apparaît

comme la résultante d'un lent essor démographique, du X^e au XIII^e siècle, qui se caractérise davantage par sa durée que par son intensité (peut-être 1 % par an, au maximum). L'auteur discerne deux phases de croissance : un long XI^e siècle et un mouvement de reprise au cours de la seconde moitié du XII^e siècle. Le faible peuplement de la région et la vigueur de l'essor soulèvent la question de la balance migratoire. Dans la ligne des travaux d'André Chédeville sur l'émigration bretonne, l'auteur met en évidence, à côté d'un modeste courant normand et angevin, un apport breton sans doute non négligeable. À côté des *milités* qui font de la figuration dans les textes (autour du seigneur de Laval, par exemple, à la fin du XI^e siècle), une prudente mise à contribution de la toponymie confirme la réalité d'une immigration paysanne qui n'affleure qu'exceptionnellement dans la documentation : ainsi la mention (en 1196) de «la haie (*fossatum*) de Geoffroy le Breton» qui doit être associée à la présence d'un lieu-dit «la Bretonnière» en bordure de la forêt de Mayenne. Il reste que ce mouvement migratoire demeure secondaire dans un élan démographique pluri-séculaire.

Dans ce contexte, l'auteur apporte sa contribution aux débats en cours sur la création d'un bocage dont le maillage (à l'exception de quelques cas de cadastration fossilisée) apparaît en complète divergence avec les enclos gallo-romains et dont les «ellipses bocagères» (que Jean-Pierre Marchand date du haut Moyen Âge) constituent peut-être l'amorce. Cette «bocagisation» n'aboutit guère qu'à l'époque moderne. Au XIII^e siècle, «le bocage de type actuel» ne s'observe vraiment qu'aux alentours des villages : un texte de 1234 concernant Juvigné évoque un paysage de jardins, de haies et de chemins (p. 118, note 250). Au-delà se discerne un espace en construction où des «îlots de bocage» s'insèrent dans les landes et les vestiges d'une forêt en recul. Divers facteurs (contraintes techniques, rôle prioritaire de l'élevage ?) n'interviennent qu'à titre secondaire dans l'association de la clôture (*fossatum*, *haia*, *sepes*) à un habitat dispersé à travers les finages. En fait, «la volonté d'affirmer la possession, de matérialiser son emprise l'emporte sur toute autre considération» et favorise l'émergence d'une mentalité spécifique. L'étude statistique des toponymes en *-ière/-erie* (qui apparaissent dès 1060-1080) et en *-ais/-aie* (plus tardifs et neuf fois moins nombreux) démontre que la maîtrise de l'espace bas-manceau est essentiellement le fait de paysans suffisamment libres pour attacher leur nom à la terre, «manifestant ainsi leur individualité, voire leur individualisme» (p. 99). Certes, on peut trouver «aléatoire», selon la formule de Robert Fossier dans un ouvrage récent, de «sonder ensemble les cœurs des Bretons, mais aussi ceux des Basques ou des Corses» pour rendre compte de l'«esprit individualiste qui expliquerait l'habitat dispersé accompagnant la clôture». Est-ce à dire qu'il n'y ait pour autant «rien d'accessible en ce domaine» (*Villages et villageois au Moyen Âge*, Éditions Christian, Paris, 1995, p. 42) ? Les remarques mesurées de l'auteur qui se cantonne prudemment à son terrain d'enquête rejoignent les apports récents de

l'article suggestif d'Annie Antoine, «Archéologie du paysage et histoire culturelle de l'Ouest» (*ABPO*, tome 103, 1996/2, p. 7-25) et trouvent leurs prolongements dans les communications à la journée pluridisciplinaire sur «les paysages et les structures agraires» organisée par le CRHISCO, le 30 novembre 1996 (dont la publication est imminente).

Au début du XII^e siècle, Geoffroy le Gros, dans la *Vie* de Bernard de Tiron, présente le bas Maine (où la forêt n'occupe plus aujourd'hui que 7 % du territoire) comme «une région de vastes solitudes aux confins de la Bretagne et du Maine». D. Pichot consacre donc d'amples développements aux relations entre l'érémisme et les défrichements. L'action de quelques personnalités incontournables comme celle de Robert d'Arbrissel ne doit pas faire perdre de vue que l'érémisme constitue ici «un phénomène multiple et omniprésent», et ce depuis l'époque mérovingienne : Gérard Louise souligne aussi, de son côté, l'importance de la phase de défrichements du VII^e siècle. La recrudescence du mouvement à la fin du XI^e siècle se lit sur la carte de la page 75 qui fait ressortir, dans tous les massifs forestiers, une présence érémitique assez soutenue pour provoquer de nouvelles fondations monastiques : la Roë, Savigny, Etival... Par leur réseau de prieurés, celles-ci offrent une armature institutionnelle à l'œuvre esquissée par les anachorètes, même si seule Savigny mène une politique délibérée de défrichements avant de s'intégrer à l'ordre de Cîteaux (1147), «assurant ainsi la symbolique filiation avec l'érémisme». L'action des cisterciens qui bénéficient de l'appui des puissants barons fait ici l'objet d'un bilan nuancé. Celui-ci recoupe le constat dressé par André Dufief pour la Bretagne voisine (*Les Cisterciens en Bretagne aux XII^e et XIII^e siècles*, P.U.R., 1997). À la première phase durant laquelle, conformément à la Règle, les moines blancs «assument un rôle pionnier à l'aide des convers», succède, au cours du XIII^e siècle, «une phase de gestion pendant laquelle ils ne dédaignent pas les revenus provenant des tenures et des dîmes». On assiste donc à la récupération d'un mouvement informel qui pouvait, à l'origine, inquiéter les pouvoirs établis. On nous permettra d'attirer particulièrement l'attention sur les pages très denses dans lesquelles l'auteur démontre avec finesse que la charge sociale du message érémitique a, objectivement, à défaut de présenter un anachronique contenu révolutionnaire, fait fonction d'exutoire à tous les mécontentements suscités par la mise en place de l'ordre seigneurial. À terme, «si les contradictions sociales demeurent, les nouvelles structures seigneuriales, l'encellulement, désormais consolidés maîtrisent beaucoup mieux le corps social et l'ordre établi n'a plus grand chose à craindre de ce côté» (p. 276).

C'est, en effet, sur le pouvoir et le mode de contrôle des hommes que porte le second volet de cette enquête consacré à l'étude de l'instauration des liens de féodalité et de l'«encellulement» (selon le néologisme en passe de

s'imposer que Robert Fossier a forgé à partir de l'*incastellamento* italien). Les deux dernières parties de l'ouvrage s'articulent en deux étapes chronologiques : «le temps des barons (vers 1000 – vers 1170)» et «le temps des *milites* (vers 1170-fin XIII^e siècle)» qui coïncide avec la conquête du Maine par Philippe Auguste. «Mutations»? «Révolution»? L'émergence d'un nouveau système social dès le premier tiers du XI^e siècle et son affirmation durant les siècles suivants s'inscrit, par certains côtés, dans le processus attendu : apparition des châteaux et de la seigneurie, ascension des *milites* et prédominance du secteur agricole. Cela n'en pose pas moins la question de la spécificité des sociétés de l'Ouest au Moyen Âge central. Le mieux est sans doute de reprendre ici l'essentiel des conclusions de l'auteur.

La rareté des sources documentaires (cf. l'annexe III : «Les seigneurs de Laval», p. 218-221) rend difficiles à percevoir les conditions de l'installation des premiers châtelains. Une poignée de grands barons, en partie venus du haut Maine, se taillent un pouvoir sans partage à l'orée du XI^e siècle (baronnies de Mayenne et de Laval, vicomté de Sainte-Suzanne...). Détenteurs des châteaux, ils s'appuient sur quelques puissants vassaux, guerriers de leur suite ou alleutiers contraints à l'hommage, et sur des *milites* en quête d'ascension sociale (voir les annexes I : «Les châteaux», p. 196-199 et II : «Catalogue des mottes et ouvrages de terre», p. 200-217). Les réseaux de vassalité sont bien présents, mais le fief n'a pas, au début, l'omniprésence qu'on voulait naguère lui prêter. La mise en place de la seigneurie entraîne un processus de réorganisation foncière auquel participent les grandes abbayes voisines qui tissent un réseau de prieurés. Toutefois, l'emprise «féodale» sur les dominés demeure relativement modérée. En dépit de quelques échecs (un petit bourg rural comme Souvigné en Montaudin, voire un bourg castral comme le bourg Duchemin à Montjean), le mouvement de regroupement de l'habitat autour des bourgs et des prieurés contrôlés par les abbayes et les seigneurs laïques présente bien des aspects d'une entreprise de colonisation (voir l'annexe IV : «Catalogue des bourgs», p. 278-284)... Aussi, la modestie des centres urbains (Mayenne, Laval), l'inachèvement de l'encadrement et le poids supportable du prélèvement seigneurial ont pour corollaire une certaine latitude d'action pour les *homines* qui se manifeste par la disparition de l'essentiel de la servitude. Dans ces conditions, les solidarités (sans être inexistantes) ne se développent pas davantage que les oppositions violentes à un système social qui atteint son équilibre dans la seconde moitié du XII^e siècle.

Mais la renaissance du pouvoir royal et le rôle croissant des *milites* inaugurent une phase d'essor réel mais limité. «Le regroupement de certaines seigneuries anciennes, l'apparition de nouvelles, le plus souvent dans les zones les moins bien tenues par les barons et l'organisation des châtelainies» accentuent l'encadrement, au cours du XIII^e siècle. En conséquence, un groupe nobiliaire soudé par l'idéal chevaleresque se

constitue progressivement et les revenus de la seigneurie se développent, généralement sans trop alourdir le prélèvement. Au total, le XIII^e siècle connaît une relative prospérité agricole, mais en dépit de certaines réussites individuelles de dignitaires ecclésiastiques ou de bourgeois proches du pouvoir, le monde urbain semble végéter dans son ensemble. En bref, cette phase d'expansion s'achève sur «un risque de blocage progressif du système» que l'auteur estime perceptible à la fin du XIII^e siècle.

La mesure avec laquelle Daniel Pichot présente ses conclusions ainsi que la rigueur avec laquelle ce travail paraît avoir été révisé ne suscitent guère de réserves. Il ne reste donc au recenseur qu'à souligner tout l'apport de cet ouvrage tant à la réflexion sur la «société féodale» qu'à la définition d'un «grand Ouest» dont la conclusion pose la question de l'identité à défaut d'unité. En s'engageant à la recherche des conditions de vie de la majorité anonyme de nos ancêtres dans leur banalité quotidienne, c'est tout un aspect du «vrai» Moyen Âge, comme l'écrit Robert Fossier, que l'auteur nous fait découvrir.

Bernard MERDRIGNAC

Toute l'histoire de Bretagne. Des origines à la fin du XX^e siècle. Ouvrage collectif de la commission «Histoire» de Skol Vreizh. Éd. Skol Vreizh, Morlaix, 1996, 800 p., ill.

Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Bretagne connaissent et apprécient les cinq volumes rédigés par une équipe formée essentiellement d'enseignants, publiés par Skol Vreizh. Édités ou réédités entre 1983 et 1994, ces ouvrages se présentaient comme des manuels faciles à manier, au plan clair et bien structuré, enrichis de documents écrits ou iconographiques choisis avec soin, souvent peu connus. Le fond ne le cédait en rien à la forme même si la passion pour la Bretagne qui anime les auteurs se teintait parfois d'une touche de nationalisme.

La présente édition qui regroupe en un seul volume les cinq tomes précédents est beaucoup plus austère. Si les sous-titres ont survécu, bien que souvent abrégés, leur numérotation a disparu, de même que les passages en gras qui attireraient l'attention sur les points les plus importants de l'exposé. Ont disparu également les lexiques présents dans trois tomes sur cinq. Plus grave, il n'y a plus de documents écrits, ne subsistent que quelques cartes ou graphiques. En gros, le texte n'a pas changé. Toutefois, des chapitres consacrés aux pays celtiques d'Outre-Manche, qui constituaient l'une des originalités de la collection, n'a été conservé que celui qui traite de la période comprise entre la conquête romaine et le IX^e siècle. Ce choix peut se justifier puisque à cette époque, les peuples celtiques des deux rives de la